



AUJOURD'HUI ET DEMAIN : LUTTER CONTRE LE « CAPITALOVIRUS » !

Dans les secteurs essentiels, les salarié·es continuent d'être envoyé·es au travail trop souvent sans protection ou de manière insuffisante. Ils et elles sont en première ligne pour faire tourner le pays, dans des conditions inacceptables mettant en péril leur vie et celle de leurs proches : les salarié·es de la santé, du social et du médico-social, les personnels d'entretien, les postier·es, les cheminot·es, les salarié·es des transports, les territoriaux, les salarié·es des magasins d'alimentation, les professionnel·les de l'agriculture et de la production alimentaire. Toutes ces professions sont souvent les plus mal rémunérées ! C'est à cela qu'on reconnaît l'utilité sociale d'un emploi : ce sont souvent les plus essentiels qui sont les moins rémunérés. Combien sont testé·es, contaminé·es ? Les chiffres, bizarrement ne remontent pas malgré nos demandes.

Les secteurs non essentiels continuent de fonctionner ou vont rouvrir pour faire tourner l'économie au mépris de la santé de la population. Alors que bon nombre d'entre eux devraient être réquisitionnés pour produire tout le matériel nécessaire aux soins et à la protection de la population. Là est l'urgence !



Dans le même temps, le gouvernement continue ses attaques contre le droit du travail et légifère par ordonnances. Pas pour faire la « guerre » au coronavirus mais bien aux droits des salarié·es, en s'attaquant brutalement à leurs congés payés et à leurs jours de repos dans toutes les entreprises. Ces ordonnances permettent aux employeurs d'imposer aux salarié·es des journées de 12h, des nuits de 12h et des semaines de 60h de travail. Elles sont faites pour répondre aux besoins du patronat, pas aux besoins de la population. Le risque est réel que ces soi-disant mesures d'exceptions et les dispositions « d'urgence sanitaire » perdurent après l'épidémie. Car selon la stratégie du choc des dominant·es, toute crise peut et doit être utilisée pour faire reculer les acquis sociaux.

Le confinement va entrer dans sa 5^{ème} semaine, source d'inégalités criantes pour celles et ceux dont le cadre de vie est difficile et précaire. Il est un véritable révélateur des inégalités sociales en matière de revenus, de logement, de communication, d'accès aux soins et aux services publics... Des millions de personnes confinées sont ainsi, dans cette période, réduites à survivre.



Les femmes sont toujours particulièrement impactées et prennent de plein fouet les inégalités liées au genre. Violences, diminution de l'accès à l'IVG, accouchement sans conjoint, elles payent un lourd tribut dans leur quotidien.

Ce gouvernement est responsable de la situation en laissant les employeurs envoyer les salarié·es au charbon parce qu'il s'est refusé à fermer les entreprises « non essentielles ».

Il est responsable de l'absence de masques et de tests pour toute la population, pourtant essentiels maintenant et à la sortie du confinement.

Il est responsable de n'avoir pas anticipé comme le montrent les dernières révélations dans les médias.



Il est responsable de la situation tragique que vivent actuellement les hôpitaux, les EHPAD, les établissements du social et du médico-social. Tout vient à manquer, les masques, le matériel de protection, l'ensemble du matériel de soins. Les médicaments, produits à l'autre bout du monde commencent aussi à manquer. Cette gestion lamentable de la crise sanitaire est la conséquence des politiques de casse des services publics, en particulier de santé et du social, associées aux logiques de politiques libérales de mondialisation menées depuis des années et maintenues par ce gouvernement.

Nous demandons maintenant :

- Réquisition immédiate des secteurs économiques et logistiques pour produire et fournir les matériels de protection (gants, gel, masques, surblouses), les respirateurs, les tests de dépistage et tous les autres matériels indispensables,
- Pour la santé, le social et le médicosocial : Recrutement immédiat et sous statut de personnels supplémentaires et réouverture de toutes les places et les lits nécessaires, maintien des salaires et des rémunérations pour toutes les absences liées à la crise,
- Pour les entreprises et les services publics : Mise à l'arrêt de tous les secteurs non vitaux, non nécessaires pour lutter contre l'épidémie. Maintien intégral des salaires et revenus pour tous et toutes les salarié·es. Indemnisation à 100% du chômage partiel. Interdiction des licenciements et de sanctions contre celles et ceux qui utilisent le droit de retrait. Exemption du travail, sans perte de salaire, pour tous les salarié·es considéré·es comme vulnérables.
- Communication du nombre de cas avérés et de suspicion dans tous les secteurs en activité.
- Mesures exceptionnelles pour garantir le maintien des revenus pour les précaires, les intermittent·es, les uberisé·es,
- Réquisition des logements vides pour protéger tous les sans-logis, les migrant·es
- Moyens nécessaires pour la lutte contre les violences faites aux femmes et pour la garantie du droit à l'IVG (avec prolongation du délai d'avortement pendant la crise sanitaire). Maintien du droit des femmes d'être accompagnées pendant l'accouchement.



Solidaires est présent dans cette crise sans précédent, un numéro vert a été mis en place pour répondre aux besoins des salarié·es, géré par des syndicalistes de plusieurs secteurs. C'est le 0 805 37 21 34.



Et nous serons aussi là, à la sortie de cette crise sanitaire, pour reprendre et amplifier les luttes, plus que jamais aux côtés de celles et ceux qui lutteront pour imposer un autre avenir, pour en finir avec ce système d'exploitation et de destruction des biens communs.

Ce ne sera pas à nous de payer cette crise. Nos vies valent plus que leurs profits !